

Énergie

38e Congrès FNCCR - Septembre 2022 - RENNES

Table ronde 24 - Jeudi 29 septembre 2022 - 9h30

FAIRE FACE AUX CRISES DES TRANSITIONS ÉNERGÉTIQUES : LES APPORTS DES SCIENCES HUMAINES ET SOCIALES

INTERVENANTS



Animation par Christophe BOUNEAU
et Jean-Philippe FOUQUET

Dominique DESJEUX

Professeur émérite d'anthropologie,
Université Paris V Sorbonne

Charles-François MATHIS

Professeur d'histoire contemporaine,
Université Paris I Panthéon-Sorbonne

Nathalie ORTAR

Directrice de recherche au LAET, ENTPE
(École nationale des travaux publics de l'État)

François-Mathieu POUPEAU

Directeur de recherche au CNRS
et professeur à l'École des Ponts Paris Tech

Christophe BOUNEAU

Chers toutes et tous, je vous souhaite la bienvenue dans cette session AARHSE. Je serai le coanimateur de cette table ronde. Je suis professeur d'histoire économique et président du comité scientifique de l'AARHSE (Association académique pour la recherche en Histoire et Sociologie de l'énergie). Je précise qu'Antoine COROLLEUR, présent parmi nous, est le Président de l'AARHSE, Vice-président de la FNCCR et Président de Territoire d'Énergie Finistère.

Hier s'est tenue dans cette même salle la remise des prix de l'AARHSE, destinés à soutenir les recherches en histoire et sociologie de l'énergie. À cette occasion, nous avons pu assister à un spectacle d'improvisation théâtrale autour des thématiques des travaux des lauréats récompensés par le prix de l'AARHSE au cours de ces trois dernières années.

Le coanimateur de cette table ronde est Jean-Philippe FOUQUET, sociologue de l'Université de Tours. Alors que j'évoquerai l'approche historique du sujet de la présente table ronde, Jean-Philippe FOUQUET apportera, quant à lui, son éclairage socio-anthropologique.

Je salue nos trois invités. En premier lieu, je me réjouis d'accueillir Charles-François MATHIS, qui a été lauréat du dernier prix de l'AARHSE. Après avoir été maître de conférences à l'Université de Bordeaux, il est désormais professeur à l'Université de Paris I Panthéon Sorbonne. Spécialiste de l'histoire de l'environnement, il a écrit notamment un essai intitulé La civilisation du charbon.

Jean-Philippe FOUQUET

Permettez-moi de vous présenter Nathalie ORTAR, directrice de recherche au LAET, un laboratoire rattaché notamment à l'École Nationale des Travaux Publics de l'État, et Dominique DESJEUX, qui est professeur émérite d'anthropologie à l'Université de Paris V Sorbonne.

Christophe BOUNEAU

Je précise que Nathalie ORTAR, spécialiste de la mobilité, est l'auteur de trois ouvrages sur l'énergie, dont deux en anglais.

Par ailleurs, sachez que François-Mathieu POUPEAU nous rejoindra également à la fin de cette table ronde. Directeur de recherche au CNRS et à l'École des Ponts, il a été missionné avec moi pour écrire une histoire de la FNCCR. Il vous en dira quelques mots tout à l'heure.

Je vous propose, avant d'entamer nos débats, de rendre un hommage à deux chercheurs en sociologie de l'énergie.

Jean-Philippe FOUQUET

Nous avons une pensée particulière pour ces deux personnalités. Christophe BESLAY, que j'ai eu la chance de côtoyer jusqu'à ses derniers jours, nous a quittés avec le sentiment du devoir accompli. Heureux de sa vie, il s'est épanoui dans ses recherches et a joué un rôle de précurseur avec le lancement des premières Journées de la sociologie.

Dominique DESJEUX



J'ai connu Christophe il y a une quarantaine d'années, dans un contexte de convergence entre l'université et le milieu professionnel. C'était au moment de la création de l'Association professionnelle des Sociologues (APS). Après cette rencontre, nous sommes restés en contact et nous nous sommes retrouvés autour des questions de l'énergie.

Je garde de Christophe le souvenir d'une personne souriante, bienveillante et professionnelle. Il a accompli un travail essentiel

pour la compréhension des questions énergétiques.

Christophe BOUNEAU

Nous avons souhaité également honorer la mémoire d'un jeune chercheur, qui nous a quittés récemment. Joseph CACCIARI a été lauréat du Prix de l'AARHSE 2014. Grand spécialiste de la précarité énergétique, il a participé aux Doctoriales de Strasbourg. Je tiens à saluer ses grandes qualités humaines.

L'INTITULÉ DE LA TABLE RONDE QUI NOUS RÉUNIT AUJOURD'HUI EST « FAIRE FACE AUX CRISES DES TRANSITIONS ÉNERGÉTIQUES : LES APPORTS DES SCIENCES HUMAINES ET SOCIALES ».

Toute la question est de savoir comment les chercheurs en sciences humaines peuvent ouvrir des perspectives, donner des repères dans le monde de la transition énergétique

Quelles sont notre opérabilité et notre valeur ajoutée à cette réflexion ?

Il est toujours utile d'historiciser le temps présent, a fortiori dans le contexte de la transition énergétique. La sociologie et l'anthropologie nous aident à réfléchir aux questions suivantes : Que signifie habiter le territoire ? Que signifie habiter le monde dans toutes ses formes de matérialité et de symbolique ? Comment cette dimension symbolique est-elle mise en avant par la FNCCR ? Enfin, quelle peut être l'utilité des sociologues et des historiens sur ces sujets ?

NOTRE PREMIÈRE INTERROGATION EST VASTE. HYPERCRISE, TRANSFORMATION RADICALE, BIFURCATION TOTALE : COMMENT QUALIFIER LA CRISE ÉNERGÉTIQUE ?

JE ME TOURNE DONC VERS NOS INVITÉS : QUELLE EST VOTRE CONCEPTION DE LA NOTION DE CRITICITÉ, AU REGARD DE LA RELATIVITÉ DES ÉCHELLES TEMPORELLES OU SOCIOESPATIALES ?

Bonjour à tous.

Le regard de l'historien se porte tout d'abord sur la première grande bifurcation, c'est-à-dire le recours aux énergies fossiles à partir du début du XIXe siècle. Avec ce changement de trajectoire, les sociétés européennes se tournent vers des énergies de stock, et non plus des énergies de flux. Cette nouvelle orientation s'accompagne immédiatement d'une peur de la crise, qui parcourt tout le XIXe siècle et le début du XXe siècle.

Charles-François MATHIS



Dès 1789, des géologues mettent en garde contre le risque d'épuisement des ressources. La manne énergétique est perçue comme un moyen de transformer le monde et suscite un imaginaire de puissance. Dans le même temps, il apparaît clairement que cette ressource est limitée : d'où l'émergence de certaines angoisses qui traversent le siècle et se traduisent par des tentatives d'évaluer les réserves.

Ainsi, en 1865, un jeune économiste nommé William Stanley Jevons publie un essai intitulé *The Coal Question*. Il avance l'hypothèse qu'au rythme actuel de la consommation, le Royaume-Uni n'aura plus de charbon d'ici un siècle. Cette thèse est âprement débattue au Parlement. Certains hommes politiques considèrent qu'il faut admettre la possibilité d'une crise future, l'objectif étant de stabiliser le budget et d'épurer la dette. D'autres réfléchissent déjà aux transitions.

Vers la fin du XIXe siècle, le Royaume-Uni recherche une énergie alternative présentant les mêmes avantages que le charbon (faible coût, bonne performance énergétique, etc.), sans avoir besoin de modifier le système. Or, il était bien sûr impossible de trouver une énergie de substitution parfaite.

Christophe BOUNEAU

NOUS CONSTATONS BIEN QUE LES CRISES SONT PERMANENTES ET QUE LA PROBLÉMATIQUE DE LA PÉNURIE DES RESSOURCES S'EST TOUJOURS POSÉE. DOMINIQUE DESJEUX, QUELLE EST VOTRE VISION SUR CETTE QUESTION ?

Dominique DESJEUX

Ayant beaucoup travaillé sur des sociétés agraires, notamment en Afrique, je me suis toujours intéressé à l'énergie humaine. Pendant près de 5.000 ans, toutes les activités humaines ont été réalisées à partir d'énergie humaine, animale, solaire, hydraulique ou du feu. Ce qui varie, ce sont les usages des énergies, en particulier pour les techniques militaires.

L'arrivée du charbon autour de 1850 vient bouleverser la donne. Comme l'explique Jean-Marc JANCOVICI, la dépense énergétique d'un individu est passée de 100 W à 60.000 W aujourd'hui.

En ce qui concerne la notion de crise, j'ai découvert récemment cette définition de Hannah ARENDT : « *Une période de crise, c'est quand on ne sait plus quoi faire* ». C'est bien le cas à notre époque, qui a été submergée de crises au cours de ces dernières années : la crise sociale

des Gilets Jaunes, la crise sanitaire avec l'épidémie de Covid-19, la crise logistique de 2021, la crise militaire de 2022... sans compter la crise générale du réchauffement climatique. Dans ce contexte, nous ne savons plus quoi faire et il semble opportun de s'interroger sur la façon dont les sciences humaines peuvent nous aider à nous repérer.

Christophe BOUNEAU

Nathalie ORTAR, dans vos ouvrages anthropologiques, vous vous intéressez aux manières d'habiter le territoire, dans une perspective de transition énergétique. Vous insistez notamment sur l'importance des mobilités.

QUEL REGARD PORTEZ-VOUS, EN TANT QUE SOCIO-ANTHROPOLOGUE, SUR LES CRISES LIÉES AUX TRANSITIONS ÉNERGÉTIQUES ?

Je vous remercie. Je suis très heureuse de participer à cet événement et de découvrir le monde des collectivités territoriales.

Avant tout, il me paraît important de revenir à la définition de la crise. La crise se présente comme un moment de suspension du temps : le passé et le futur n'ont plus de présence, et l'individu est incapable à la fois de se projeter ou de tirer une expérience du passé. Dans cette situation, toute prise de décision est très compliquée.

S'agissant des transitions, je rappellerai que nous avons déjà connu plusieurs transitions énergétiques. Nous possédons déjà des expériences dans ce domaine. Quant à la crise de la transition, elle ne concerne pas au premier chef nos capacités à migrer d'une énergie à une autre. La question est d'abord sociale : comment consommer mieux et moins l'énergie ? Face à ce problème qui est davantage social que technique, l'apport des sciences sociales est primordial.

En réalité, il s'agit de réfléchir aux modes de vie que nous désirons, ce qui implique de faire un pas de côté et de cesser de croire que nous sommes en crise perpétuelle.

Nathalie ORTAR



Christophe BOUNEAU

Sur le temps long, nous avons déjà connu au moins trois transitions énergétiques.

LA NÉO-ÉLECTRIFICATION REPOSE SUR LE PRINCIPE DE MOINS CONSOMMER D'ÉNERGIE TOUT EN ÉLECTRIFIANT LES USAGES. QUELS SONT LES CHANGEMENTS DE COMPORTEMENT À OPÉRER ? QUELLE PEUT ÊTRE LA VALEUR AJOUTÉE DES SCIENCES HUMAINES ET SOCIALES (SHS) À CET ÉGARD ?

Jean-Philippe FOUQUET

Tous les chercheurs issus des SHS travaillant sur l'énergie, l'écologie ou l'environnement se sont trouvés confrontés à des ingénieurs et scientifiques qui s'interrogeaient sur l'apport de leur discipline dans ces travaux. Lorsqu'on me questionne sur l'utilité de la contribution d'un sociologue ou d'un anthropologue, je réponds que notre rôle est d'inviter à faire un pas de côté. Tout l'enjeu consiste pour nous à démontrer que les SHS contribuent à ce pas de côté, à expliquer notre légitimité.

POUVEZ-VOUS NOUS APPORTER VOTRE TÉMOIGNAGE SUR CETTE QUESTION, À LA LUMIÈRE DE VOS EXPERTISES DE TERRAIN ?

Nathalie ORTAR

Je suis chercheuse au sein d'une école d'ingénieurs. À ce titre, je participe aussi à leur formation. Par ailleurs, j'ai été sollicitée par l'Union européenne sur la question des apports des sciences sociales. L'Union européenne a en effet enfin compris que le financement de technologies est inutile tant que les habitants ne s'en servent pas. Ces technologies doivent donc être appréhendables par les citoyens.

Nous avons donc été sollicités pour réfléchir à l'apport des sciences sociales. Il arrive souvent que les SHS soient appelées à la rescousse lorsque le constat d'échec est déjà fait. Mais nous ne pouvons pas intervenir de cette façon. En revanche, nous pouvons expliquer pourquoi, dans un système sociotechnique existant, certaines technologies peuvent être bien comprises et assimilées par les usagers tandis que d'autres ne seront pas utilisées car elles transforment trop radicalement les modes de faire ou d'exister.

De fait, les sciences sociales nous aident à faire le pas de côté dont nous avons besoin pour réfléchir au monde technique et comprendre si une innovation s'inscrit dans des futurs désirés ou désirables.

Jean-Philippe FOUQUET

DOMINIQUE DESJEUX, VOUS AVEZ ÉTÉ PIONNIER SUR CES SUJETS ET DÉTENEZ UNE LONGUE EXPÉRIENCE EN LA MATIÈRE. QUELLE EST VOTRE ANALYSE DE CES ENJEUX ?

Dominique DESJEUX

Mes réflexions sont largement tirées de mon expérience, et ne sont donc pas généralisables.

Depuis 25 ans, je voyage souvent en Chine. J'aime beaucoup le terme chinois « che », qui signifie « cours des choses ». Nous sommes tous sous contrainte. Le mot « che » veut dire que nous sommes emmenés par la vie et que nous nous efforçons de naviguer en évitant les obstacles et en prenant les meilleures décisions possibles.

Le premier apport des sciences humaines est celui de l'observation. Notre travail consiste à mener des enquêtes et à regarder la situation sur le terrain. Dans mon cas, j'observe les acteurs et les situations en adoptant un raisonnement dit « systémique ». Je me suis initié à cette approche à la fin des années 1960, en sociologie des organisations.

Pour illustrer ce point par un exemple concret, je voudrais évoquer un article lu dans le *New York Times* : en raison de l'augmentation du prix du gaz, l'usine Cristal d'Arques a été forcée de placer la moitié de ses salariés en chômage technique. Ces difficultés se répercutent sur le bassin d'emplois local et sur l'économie de la région.

À partir de cet exemple, on peut noter que la Banque centrale américaine a augmenté les taux directeurs pour lutter contre l'inflation. Cette décision a entraîné une baisse du cours de l'euro, et par conséquent un renchérissement du prix de toutes les matières achetées en dehors de l'Europe.

Les risques de récession s'accompagnent de risques de chômage, qui entraînent une exacerbation de l'inquiétude et un renforcement des régimes populistes. Qu'est-ce qu'un régime populiste ? C'est une fraction de la classe dirigeante qui prétend être en capacité de résoudre tous les problèmes des habitants malheureux. Or, comme nous l'avons vu avec BOLSONARO et TRUMP, ces régimes n'ont rien résolu. Le même scénario se répétera en Italie et en Suède.

En résumé, ce qu'apportent les sciences humaines, c'est un mode de raisonnement : plutôt que de prévoir l'avenir, nous nous inscrivons dans l'instant et nous nous efforçons de faire émerger des réalités mécon-

nues des acteurs. Plus spécifiquement, la contribution la plus opérationnelle des sciences humaines réside dans l'analyse des contraintes. Ce sont ces contraintes, en effet, qui permettent d'expliquer l'écart entre les représentations, les idées, les objectifs politiques, d'une part, et la réalisation, d'autre part.

Jean-Philippe FOUQUET

CHARLES-FRANÇOIS MATHIS, EN TANT QU'HISTORIEN, COMMENT APPRÉHENDEZ-VOUS LE « COURS DE LA VIE » ÉVOQUÉ PAR DOMINIQUE DESJEUX ?

Charles-François MATHIS

Notre approche est somme toute assez proche de celle décrite par mon collègue anthropologue. L'idée est bien de comprendre comment l'individu s'efforce de tracer sa voie parmi de nombreuses contraintes. S'il nous est difficile, en tant que chercheurs en sciences humaines, de faire entendre notre voix, c'est parce que nous avons souvent affaire à des personnes convaincues que nos problèmes seront résolus par des solutions techniques.

Mais toute transition nécessite que les consommateurs se saisissent des nouvelles technologies et acceptent de modifier leurs modes de vie. Seuls les historiens, les sociologues et les anthropologues sont à même de mettre en lumière ces enjeux sociaux.

Pour reprendre l'exemple du charbon, cette ressource commençait à avoir mauvaise presse au Royaume-Uni dans l'entre-deux-guerres. De nombreux réformateurs veulent se passer de cette énergie très polluante, mais en pratique, le charbon continue d'être utilisé. Comment expliquer ce fait ? En réalité, les distributeurs et producteurs de charbon se sont alliés pour défendre un modèle de civilisation. Ils vantent les nombreux atouts du charbon, qu'ils présentent comme une énergie propre, saine, peu chère et nationale. En réalité, les Anglais sont très attachés au feu de cheminée et ne veulent pas se tourner vers d'autres modes de chauffage.

Par conséquent, si nous ne tenons pas compte de ces résistances sociales et culturelles, on ne peut comprendre pourquoi une transition s'inscrit dans le long terme. C'est tout l'objet du « pas de côté » évoqué par Jean-Philippe FOUQUET.

Je voudrais revenir à la question de l'imaginaire de la puissance. Il me semble qu'au XIX^e siècle, nous voyons émerger la théorie d'une équivalence entre l'accès à l'énergie et le niveau de civilisation d'un peuple. En d'autres termes, plus l'énergie est abondante dans un pays, plus celui-ci est développé.

Or nous sommes toujours prisonniers de cette croyance. Certains pensent la sobriété comme une simple parenthèse avant de retrouver notre niveau de consommation habituel, alors qu'il faudrait profiter de notre prospérité pour réinventer notre rapport à la civilisation et au bonheur : qu'est-ce qu'une société civilisée heureuse et épanouie ? Contrairement au PIB, qui se focalise exclusivement sur la possession matérielle, l'indice de développement humain s'intéresse à de nombreux critères annexes tels que le niveau de vie, la santé ou encore l'éducation.

Repenser notre rapport aux énergies requiert du temps, des réflexions sociologiques, historiques et anthropologiques, mais aussi de l'anticipation et de l'écoute de la part des hommes politiques.

Christophe BOUNEAU

L'apport éventuel de l'histoire pour les collectivités territoriales et les entreprises repose sur la convergence de trois éléments : la valorisation des sources, l'historicisation du temps présent et enfin l'étude des cycles.

Je vous propose d'aborder la troisième série de questions.

Jean-Philippe FOUQUET

En tant que chercheurs en SHS, nous sommes régulièrement interpellés par des collègues, partenaires ou clients qui considèrent que notre propos est très éclairant et intéressant, mais qui s'interrogent sur l'utilité pratique de nos travaux.

J'ai longtemps eu le sentiment que c'est par paresse intellectuelle que ces interlocuteurs refusaient de faire un pas de côté. Je me suis aperçu que ce raisonnement était erroné et qu'il était préférable de chercher à comprendre les représentations et les univers sociaux expliquant pour quelles raisons l'apport des SHS pouvait être difficile à assimiler.

QUEL DISCOURS TENEZ-VOUS À VOS INTERLOCUTEURS POUR LES SENSIBILISER À L'APPORT DES SHS, À CE PAS DE CÔTÉ INDISPENSABLE POUR MENER À BIEN LES TRANSITIONS ?

Dominique DESJEUX

J'ai pu constater de manière systématique que le fait même d'affirmer « Voilà comment nous posons le problème » revient à se priver de solution.

J'aime beaucoup citer ce proverbe chinois : « *Quand on est loin de la montagne, on ignore par où passer. C'est en avançant qu'on trouve le chemin* ».

Bien souvent, mes analyses se concentrent sur les jeux d'acteurs et les relations de pouvoir, qui constituent la contrainte principale.

Chacun réclame du changement, mais il s'avère que c'est toujours l'autre que l'on veut changer. C'est exactement le problème auquel nous faisons face avec la transition énergétique : nous y sommes tous favorables, mais pas pour nous.

Dans ces conditions, il s'agit de faire évoluer le processus d'innovation. Cela s'avère compliqué, car depuis près de 250 ans, toute innovation a pour objectif de gagner du temps, faire baisser les prix, réduire la charge mentale et simplifier la vie. Or, la transition énergétique suit une trajectoire opposée.

Nous devons comprendre que toutes nos décisions se heurtent à des contraintes. Il existe trois catégories de contraintes : les contraintes matérielles, les contraintes sociales et les contraintes symboliques. Considérer que le niveau de civilisation dépend de l'énergie disponible représente une contrainte symbolique. Les contraintes sociales correspondent aux groupes de pression. Enfin, les contraintes matérielles sont toutes les contraintes logistiques, dont les objets et surtout l'énergie.

Que se passerait-il dans nos sociétés si nous étions confrontés à une panne d'électricité d'un mois ? Nous serions exposés à une contrainte telle que nous n'aurions pas d'autre choix que de changer de système de consommation. Depuis 2000, ce système de consommation est tiré par l'Asie du Sud-Est.

Charles-François MATHIS

J'ai le sentiment qu'il est plus difficile pour l'historien de se faire entendre, car nous travaillons moins dans le temps présent que le sociologue et l'anthropologue. En outre, nous n'avons pas de solutions précises et concrètes à donner. Notre rôle se limite à montrer des problèmes et à expliquer quelles réponses ont pu y être apportées dans le passé. En effet, des voies alternatives ont été proposées sans être suivies. À ce propos, je vous invite à consulter l'ouvrage *Rétrofutur*, consacré aux technologies anciennes qui n'ont pas été adoptées à leur époque mais qui pourraient être remises au goût du jour.

Récemment, les centres d'action sociale belges m'ont demandé d'intervenir au sujet de la précarité énergétique. À cette occasion, j'ai rappelé qu'en 1873, au Royaume-Uni, un éminent Victorien avait proposé une taxe carbone pour réduire le gaspillage de ressource, limiter la pollution et préserver les ressources. Ce dernier avait souligné que pour être acceptée par les plus pauvres, cette taxe devait se substituer à une autre taxe existante.

Cette proposition avait été balayée d'un revers de main par ses collègues.

Un seul journal a pris cette mesure au sérieux, estimant que les industriels pourraient accepter sans difficulté cette hausse du prix du charbon. Mais il s'est demandé si la substitution d'une taxe par une autre serait acceptable et viable pour les populations les plus démunies. Le journal a donc réalisé une enquête auprès d'une vingtaine de foyers parmi les plus pauvres de Londres. Il en a conclu que la proposition était inapplicable. En effet, ces foyers très pauvres ne payaient pas de taxes, et seraient donc directement frappés par l'augmentation des prix de l'énergie. De surcroît, ces familles n'avaient pas les moyens d'installer un poêle moins consommateur qu'un foyer à cheminée. Par conséquent, l'instauration d'une taxe carbone serait inefficace, voire contre-productive.

Cet exemple peut être édifiant pour les politiques qui envisageraient l'application de taxes carbone.

Christophe BOUNEAU

Vous avez tous les deux insisté sur l'imaginaire de la puissance énergétique, qui était abordée dans les manuels de géographie de notre génération. Je rappelle le fameux propos d'Yves LACOSTE : « La géographie, ça sert à faire la guerre ». Pour préparer l'agrégation d'histoire et de géographie, nous devons connaître par cœur les chiffres de production de charbon.

JE CONSTATE TOUTEFOIS QUE DEPUIS UNE DIZAINE D'ANNÉES, LA POLITIQUE DE RTE PORTE NON SUR LES PICS, MAIS SUR LES MOYENS DE RÉDUIRE LA CONSOMMATION, AVANT MÊME LES INJONCTIONS DE LA SOBRIÉTÉ.

Charles-François MATHIS

Votre remarque me fait penser au concept de « paysage énergétique », développé en France par des chercheurs tels que Serge BRIFFAUD. Ce dernier a cherché à montrer que tout paysage traduit un rapport des sociétés qui l'habitent à l'énergie. Comprendre l'historicité de ce paysage et de son rapport à l'énergie peut aider à accepter des changements. Aucun territoire n'est immuable, et il est modifié, entre autres, par des usages énergétiques de l'espace. Mettre à jour ces relations et cette historicité contribue à construire leur avenir.

Jean-Philippe FOUQUET

Je précise que Rétrofutur est un ouvrage de Cédric CARLES. D'après lui, près de 8 innovations sur 10 n'aboutissent pas parce que leur intégration dans un paysage social n'a pas été suffisamment préparée. Les travaux de Cédric CARLES et de ses collègues ont permis d'édifier

un véritable musée de paléontologie, à la croisée entre l'histoire et l'anthropologie.

Christophe BOUNEAU

Les travaux de Cédric CARLES ont d'ailleurs été récompensés par un prix de l'AARHSE, et nous lui avons proposé récemment la réalisation d'une interview vidéo, qui sera très prochainement mise en ligne sur le site Internet de l'association.

Jean-Philippe FOUQUET

NATHALIE ORTAR, COMMENT APPRÉHENDEZ-VOUS LA QUESTION DE L'OPÉRATIONNALITÉ ET QUELLES RÉPONSES APPORTEZ-VOUS AUX INTERLOCUTEURS AYANT DES INJONCTIONS À L'ÉGARD DE LEUR PUBLIC CITOYEN ?

Nathalie ORTAR

L'un des premiers paramètres à prendre en compte est l'identité du commanditaire de la recherche. Celle-ci influe largement sur notre capacité à être audible. C'est pourquoi l'Agence nationale de la recherche (ANR) nous demande de travailler avec des partenaires institutionnels, de manière à coconstruire la recherche et à produire des résultats plus audibles. Pour l'action publique, le fait d'avoir participé à la coconstruction d'un objet est important pour être audible.

Un autre aspect important tient à la formation des personnes auxquelles nous nous adressons. Il est souvent reproché aux sciences sociales, et plus spécifiquement à l'approche qualitative, de prétendre expliquer le monde à partir d'une cinquantaine d'entretiens. Or, d'une part, nous n'avons pas la prétention d'expliquer le monde ; d'autre part, 50 entretiens peuvent effectivement nous apporter une perception très fine de certaines réalités. Ce n'est pas parce que nous ne manions pas de données chiffrées que nos recherches n'ont pas de valeur. Il existe d'autres manières de produire de la connaissance qu'en publiant des chiffres, et c'est pourquoi il est primordial de former les ingénieurs aux méthodes des sciences sociales. D'ailleurs, les enquêtes qualitatives n'excluent pas les enquêtes quantitatives.

Par ailleurs, en tant que chercheurs en SHS, nous devons savoir que nous sommes en présence d'individus aux prises avec des contraintes techniques, juridiques, etc. Il nous faut donc comprendre ces univers de contraintes pour pouvoir porter un discours plus juste par rapport à leurs besoins.

Dans notre environnement, certains pensent que les progrès technologiques apporteront une solution à tous nos problèmes. Ce raisonnement n'est pas recevable, car les ressources sont limitées et leur exploitation met en danger des populations. Avons-nous réellement envie de maintenir ce modèle colonialiste ?

Je constate également que la question des infrastructures (production, vieillissement, renouvellement) n'est jamais évoquée publiquement, alors que c'est un enjeu crucial pour les véhicules électriques ou le télétravail.

L'un des atouts des sciences sociales tient à leur capacité à établir un lien entre l'individu opérant des choix de vie et le système supportant ces choix. Nous devons nous demander si ces orientations correspondent réellement aux futurs que nous souhaitons, et si le prix à payer n'est pas excessif.

À l'École nationale des travaux publics de l'État (ENTPE), certains de nos étudiants nous accusent d'avoir détruit le monde et sacrifié leur avenir. Nous leur proposons de réfléchir ensemble aux futurs dont ils ont envie, dans un univers contraint. Cet exercice a été très apprécié de nos étudiants

Christophe BOUNEAU

En 2022, le GIEC définissait la sobriété comme « un ensemble de mesures et de pratiques quotidiennes réduisant la demande en énergie, matériaux, sol et eau, tout en offrant à chacun une vie décente dans les limites planétaires ». Depuis quelques mois, ce concept est omniprésent. La sobriété est tantôt réenchantede par un nouvel imaginaire de l'action, tantôt désenchantede comme un impératif catégorique, voire punitif.

LA NOTION DE SOBRIÉTÉ RENVOIE D'ABORD ET SURTOUT AUX GUERRES, À LA CONFLICTUALITÉ ET À LA GÉOGRAPHIE ÉNERGÉTIQUE. POUR REPRENDRE LA FORMULE D'YVES LACOSTE : « LA GÉOGRAPHIE, ÇA SERT À FAIRE LA GUERRE ».

Charles-François MATHIS

Dans les années 2010, un Américain consommait 280 gigajoules par an, un Français 160, un Anglais 120 et un Malawite 4. Gardons présentes à l'esprit ces inégalités extrêmes de consommation énergétique.

L'historien des techniques et de l'énergie Vaclav SMIL a évalué qu'il est possible de bien vivre avec 70 à 80 gigajoules par an, que la qualité de vie s'améliore jusqu'à 110 gigajoules. Au-delà de ce seuil, il n'y a plus de gain de qualité de vie.

Ces estimations montrent que nous pourrions réduire sensiblement notre consommation énergétique sans dégrader nos conditions de vie.

Ce qui me paraît essentiel, c'est le principe de la pluralité de futurs, le refus du fatalisme. Par le passé, nous avons opéré des choix et pris certaines directions.

Nos trajectoires auraient donc pu, et peuvent être différentes. Je suis convaincu que les décideurs politiques ont un rôle considérable à jouer pour favoriser la sobriété. Il y a 20 ans déjà, il aurait été possible d'anticiper les difficultés actuelles.

En résumé, je pense que la sobriété heureuse est possible. Elle ne doit pas être présentée comme une sanction, mais comme une chance.

Christophe BOUNEAU

C'est la philosophie de l'histoire en action, et SCHUMPETER n'est pas mort !

Nathalie ORTAR

Comme l'a suggéré Charles-François MATHIS, le recours à d'autres indicateurs est important pour accompagner la transition énergétique.

En tant qu'anthropologue, je suis très attachée à la question suivante : « Comment, en tant qu'êtres humains, vivons-nous dans notre monde ? ». Cette question renvoie à notre rapport à l'environnement et à notre rapport à notre corps.

Je travaille beaucoup avec des cyclistes en ville, pour tenter de comprendre ce qui peut les amener à prendre leur vélo même par conditions extrêmes. Bien souvent, les cyclistes mettent en avant la sensation de réhabiliter leur corps et de retrouver prise avec leur environnement. Dans ces moments de transition, le corps est en action. Ces observations nous amènent à réfléchir à notre animalité : en tant qu'êtres vivants, nous entretenons une relation non aseptisée avec notre environnement.

Dominique DESJEUX

Nous sommes tous confrontés à un problème complexe, et tous tentés de fuir vers des imaginaires éliminant les contraintes. Aussi centrale soit-elle, la question du changement n'a pas vraiment de réponse.

En réalité, un maire ou tout autre élu d'une collectivité locale ne peut qu'être sensible à l'approche des sciences humaines, car il travaille de la même manière : avant de prendre une décision, il lui faut identifier tous

les groupes de pression. En tant que chercheurs en sciences sociales, notre rôle consiste à faire apparaître en plein jour ce que tout le monde sait sans oser le dire.

Je constate que les décideurs ne savent pas vraiment comment utiliser nos enquêtes, même s'ils sont parfaitement rodés aux analyses sociologiques sans le savoir. Dans le même temps, ils sont exposés à de fortes contraintes et à un mode de raisonnement statistique : de leur point de vue, il est impossible de prendre des décisions sans qu'elles soient étayées par des chiffres.

Il nous appartient donc de nous former au mode de raisonnement des décideurs, ce qui n'est pas évident car nous ne cessons de les exhorter à s'adapter à leurs populations. Les SHS doivent peut-être prendre leurs responsabilités et accepter de revoir leurs manières de communiquer.

Au IV^e siècle, Saint-Augustin est parvenu à diffuser le christianisme en reprenant les pratiques païennes. Les sciences humaines doivent s'inspirer de cet exemple et adopter le point de vue des opposants pour convaincre leurs interlocuteurs.

Christophe BOUNEAU

POUR CLORE CETTE TABLE RONDE, NOUS AVONS LE GRAND PLAISIR D'ACCUEILLIR FRANÇOIS-MATHIEU POUEAU, DIRECTEUR DE RECHERCHE AU CNRS ET PROFESSEUR À L'ÉCOLE DES PONTS PARIS TECH, QUI VA NOUS PRÉSENTER LE PROJET EN COURS D'UNE HISTOIRE DE LA FNCCR.

Bonjour à toutes et tous, et merci pour cette invitation. Je m'associe à Christophe BOUNEAU pour remercier l'AARHSE, et en particulier son Président, Antoine COROLLEUR.

Concernant le sujet de cette table ronde concernant l'apport des SHS, je voudrais vous signaler une publication de 2016 de Solange MARTIN et Albane GASPARD : *Changer les comportements, faire évoluer les pratiques sociales vers plus de durabilité. L'apport des sciences humaines et sociales pour comprendre et agir.*

Venons-en au chantier engagé avec mon collègue Christophe BOUNEAU, à la demande de la FNCCR. Pour ma part, j'ai un profil de sociologue politiste mais je me suis intéressé à l'histoire de l'électricité en France.

Christophe et moi-même avons donc reçu pour mission de relater, en peu de temps et de mots, l'histoire de la FNCCR entre 1934 et 2024.



Christophe BOUNEAU

Je remercie le trio brillant de panellistes et l'ensemble de notre auditoire. Pour conclure, je rappelle que l'AARHSE a été fondée en 2009. Nous devrions donc pouvoir fêter nos 15 ans à l'occasion du prochain congrès de la FNCCR.

Nous nous efforcerons donc de retracer la dynamique de l'histoire de la Fédération et les grandes étapes qui l'ont jalonnée. Elle est née dans le contexte de l'électrification rurale des années 1930. La diversification des activités de la FNCCR prend son essor dans les années 1990 et 2000, en réponse aux nouvelles demandes politiques, sociétales et territoriales. Elle intervient alors dans des champs extrêmement diversifiés : énergies renouvelables, réseaux de chaleur et de froid, régulation des réseaux, rénovation thermique, précarité énergétique, défense des consommateurs, qualité de l'eau, préservation des milieux aquatiques et naturels, développement des réseaux numériques très haut débit, mobilité propre et bornes de recharge, gestion des données...

Christophe et moi-même nous efforcerons de restituer cette histoire dans toute sa richesse et sa complexité. Pour ce faire, il nous faudra comprendre la philosophie d'action de la Fédération, en lien avec la représentation démocratique. Nous étudierons aussi l'organisation de la Fédération pour forger sa philosophie, au fil des réformes territoriales et institutionnelles. Il s'agira également d'analyser comment la FNCCR défend ses convictions et sa philosophie d'action vis-à-vis des opérateurs. Enfin, nous nous attacherons à comprendre comment la Fédération a porté ses convictions auprès de l'État, au point de devenir un acteur reconnu de la régulation des services publics locaux.

Pour mener à bien ce travail, nous nous appuierons sur deux types de sources. D'une part, nous consulterons les archives très riches de la Fédération. D'autre part, nous réaliserons une série d'entretiens avec de grands témoins de la Fédération et des acteurs encore en fonction.

Voici, en quelques mots, le chantier que nous avons lancé avec Christophe BOUNEAU. Je tiens à remercier la Fédération pour cette opportunité de travail sur un bel objet de recherche.



SERVICES PUBLICS LOCAUX
DE L'ÉNERGIE, DE L'EAU,
DE L'ENVIRONNEMENT ET
DES E-COMMUNICATIONS

38^e Congrès FNCCR

DU 27 AU 29 SEPTEMBRE 2022
RENNES - BRETAGNE